

MAGHREB CANADA EXPRESS

16^{ème} année, Vol. XVI, N°10 www.maghreb-canada.ca Tél. : 514-576-9067 contact@elfouladi.com

9.99 \$

Abdenrahman El Fouladi

De Boujniba à Montréal
Parcours du combattant d'un va-nu-pieds

Info : 514-576-9067 contact@elfouladi.com

BESOIN D'UNE HYPOTHÈQUE ?
CONTACTEZ-NOUS

BADRE IZOUGGAGHEN
Courtier Immobilier Hypothécaire Agréé
Cell.: 514 991-7738
Courriel : badre@mtgcentr.com
514-990-0391
10345 Papineau suite 220,
Montréal, QC, H2B 2A3

Une Façon intelligente d'obtenir une hypothèque

VISION HYPOTHÈQUE

Votre Publicité à Mini-prix

À partir de :
39 \$ (N & B) et ...
49 \$ (Couleur) Pour 1/8 de page

Pour plus d'infos:
Tél. : 514-576-9067
Courriel : contact@elfouladi.com

(* Pages internes avec 12 parutions minimum)

VOTRE PUBLICITÉ ICI

Pour un prix minimum et une portée maximum

Appelez au
514-576-9067
Ou envoyez-nous un Courriel
(info@maghreb-canada.ca)

Édition Octobre-Novembre 2018

IMPACTS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FACE AU POINT DE NON-RETOUR

(Page 3)

À LIRE ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO :

UN MOIS AU CANADA
Légalisation du cannabis : Une substance ni banale, ni inoffensive (Page 4)
2003-2018: le visage de la retraite évolue au Québec depuis 15 ans (Page 5)

UN MOIS DANS LE MONDE
L'économie au cœur de la première mission à l'étranger de François Legault (Page 10)

NOTRE PETIT VILLAGE LA TERRE
Les élections québécoises vues de France : Faut-il s'inquiéter de la montée du nationalisme au Québec ? (Page 12)

TRIBUNE LIBRE
Vivre-ensemble : Mais où va la laïcité au Québec ? (Page 15)

LE SPÉCIALISTE DES VOYAGES DE LA OMRA ET DU HAJ

Alger - Tunis - Casa Liban - Afrique - Europe - Forfait Sud

مايسترو VOYAGES MAESTRO سفريات

9150, L'Acadie, Suite 203, Montréal (Qc) H4N 2T2 Infos sans frais : 1.888.485.0444

Tél. 514 381-1999

KLM AIRFRANCE

Titulaire d'un Permis du Québec

Toufic Sleiman
Propriétaire

نرحب بجميع الجاليات العربية والمغربية و نؤمن لهم أفضل الخدمات بأحسن الأسعار



Marché de l'emploi

La scolarité universitaire améliore le revenu d'emploi

Au Québec en 2016, parmi les personnes âgées de 25 à 64 ans travaillant à temps plein toute l'année, le revenu d'emploi médian des diplômés universitaires est 58 % plus élevé que celui des diplômés du professionnel-collégial chez les hommes (79 700 \$ contre 50 500 \$) et 52 % plus élevé chez les femmes (58 900 \$ contre 38 800 \$).

Le revenu d'emploi additionnel dont bénéficient les travailleurs de niveau professionnel-collégial par rapport à ceux de niveau primaire-secondaire est moins important : 21 % chez les hommes (50 500 \$ contre 41 600 \$) et 24 % chez les femmes (38 800 \$ contre 31 400 \$).

Ces résultats sont tirés de l'étude Niveau de scolarité et revenu d'emploi publiée aujourd'hui par l'Institut de la statistique du Québec dans le bulletin Données sociodémographiques en bref.

Scolarité universitaire : encore plus avantageuse pour les hommes travaillant en gestion ou dans le privé

Les travailleurs masculins de niveau universitaire, en comparaison de ceux de niveau professionnel-collégial, obtiennent un revenu d'emploi médian 132 % plus élevé comme gestionnaires (108 700 \$ contre 46 900 \$). Le revenu additionnel s'avère moins important chez les non-gestionnaires, soit de 44 % (73 300 \$ contre 50 900 \$).

Par ailleurs, l'avantage est également plus intéressant pour les employés masculins du secteur privé que pour ceux du secteur public : le revenu d'emploi médian est plus élevé de 59 % (79 900 \$ contre 50 400 \$) au privé, alors qu'il est supérieur de 23 % (80 000 \$ contre 64 800 \$) au public.

Les travailleurs sont différenciés selon leur plus haut niveau de scolarité atteint : universitaire (certificat universitaire inférieur au baccalauréat, baccalauréat, diplôme ou certificat universitaires supérieurs au baccalauréat), professionnel-collégial (tout certificat ou diplôme venant d'une école de métier, d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire) et primaire-secondaire (niveau inférieur au diplôme d'études secondaires, études secondaires terminées ou études postsecondaires partielles).

Le revenu d'emploi comprend les salaires et traitements avant déductions, et le revenu d'un travail autonome. Pour une population donnée, le revenu médian correspond à la valeur qui divise la population en deux moitiés, la première ayant un revenu inférieur ou égal à cette valeur, et l'autre, un revenu supérieur.

L'Institut de la statistique du Québec produit, analyse et diffuse des informations statistiques officielles, objectives et

de qualité sur différents aspects de la société québécoise. Il est le responsable de la réalisation de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. La pertinence de ses travaux en fait un allié

stratégique pour les décideurs et tous ceux qui désirent en connaître davantage sur le Québec.

Source : CNW Telbec/

Une tempête identitaire aux portes du Québec?

Le nouveau gouvernement caquiste signe et persiste : les signes religieux seront rejetés des fonctions d'autorité et les tests de valeurs aux nouveaux migrants sont maintenus, en plus de la réduction des quotas.

En d'autres termes: les musulmans; les sikh; les juifs; les chrétiens, etc. qui occupent une fonction de juge, de policier, de gardien de prison ou d'enseignant vont devoir se débarrasser de leurs signes religieux, ou quitter leurs emplois.

Du point de vue de l'impact c'est surtout la fonction d'enseignant qui sera la plus touchée, car la plus accessible aux minorités culturelles.

Le Parti de M. Legault fonce droit dans la chicane et l'exclusion, profitant de son score, qu'il interprète comme un chèque à blanc que les Québécois lui ont signé.

Va-t'il gagner sur le terrain de l'exclusion qui a coûté à ses prédécesseurs leur défaite?

Sa victoire, est elle un message de soutien à ses promesses d'exclusion, comme il a l'air de penser? Ou bien fruit d'une gifle que l'électorat québécois inflige aux libéraux au pouvoir et au PQ en perte de vitesse? Tout ça combiné aux voix divisées des minorités, qui n'arrivent pas s'ajuster au vote stratégique?

Ce qui est certain, la voie est grande ouverte à une tempête de chicanes identitaires.

La bataille risque de finir dans les tribunaux, et risque de provoquer même des départs massifs vers d'autres provinces canadiennes. Elle risque surtout de creuser de nouveaux fossés entre les Nous et les Eux, dont les séquelles vont encore compromettre le rêve d'un vivre ensemble en harmonie.

C'est bien dommage, pour cette nouvelle ère de gâchis qui s'annonce au Québec.

Par Dr. Brahim Benyoucef

**AIDE AUX
IMMIGRANTS
ACCUEIL
INTÉGRATION
EMPLOI**

6865 Av. Christophe-Colomb
Montréal, Qc. H2S 2H3
T 514 271.3533
F 514 271.1910
info@lamaisonnee.org
www.lamaisonnee.org
f /www.lamaisonnee.org



**DES SERVICES GRATUITS
POUR IMMIGRANTS DEPUIS 35 ANS.**

SERVICE ACCUEIL ET INTÉGRATION

- Information et orientation dans le processus d'immigration, d'installation et sur les démarches à entreprendre auprès des instances de l'immigration
- Écoute et soutien
- Information sur la recherche de logement
- Cours de français pour nouveaux arrivants
- Cours d'anglais pour résidents permanents en recherche d'emploi
- Lutte à la discrimination et défense des droits
- Aide alimentaire, groupes d'achats et informations sur la saine alimentation
- Bienvenue la famille dans le quartier Rosemont La Petite-Patrie
- Soutien aux jeunes
- Déclarations de revenus
- Assermentations
- Bénévolat, activités socioculturelles
- Autres services en lien à l'immigration et l'intégration

SERVICE EMPLOYABILITÉ

- Services d'aide à l'emploi (SAE): Spécialisés, à la carte et selon les besoins ciblés
- Rencontres individuelles : Évaluation des besoins et orientation professionnelle
- Ateliers de recherche d'emploi
- Information sur le marché du travail et traitement des offres d'emploi
- Préparation de CV par compétences, par potentiel et par cible
- Simulation et préparation aux entrevues d'embauche
- Assistance dans les démarches de reconnaissance des acquis professionnels et académiques hors Québec
- Choix de carrière et de formation professionnelle
- Rencontres avec les employeurs, sessions d'information et réseautage professionnel
- Visites d'exploration et d'observation dans les industries et les entreprises
- Placement en emploi et maintien durable en emploi

Suivez-nous pour nos ateliers d'emploi et autres activités d'accueil et d'intégration



**NOUS AVONS 35 ANNÉES D'EXPÉRIENCE
EN MATIÈRE D'IMMIGRATION**

**NOUS ACCUEILLONS PLUS DE 10 000
PERSONNES CHAQUE ANNÉE**



Changements climatiques

Face au point de non-retour



Par Abderrahman
El Fouladi

Le verdict du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), dans le cadre d'une nouvelle évaluation de réchauffement global, vient de tomber ce 8 octobre 2018 aussi tranchant qu'un couperet de guillotine dans son rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C: *'Pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C, il faudrait modifier rapidement, radicalement et de manière inédite tous les aspects de la société'*.

Et le GIEC de préciser que *'Outre les avantages évidents pour les populations et les écosystèmes naturels, le fait de limiter le réchauffement à 1,5°C et non à 2 °C permettrait également de faire en sorte que la société soit plus durable et plus équitable'*.

Rappelons que l'élaboration de ce rapport spécial fut demandée par les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) lors de l'adoption de l'Accord de Paris en 2015. 3 ans déjà à ne rien faire et à attendre un rapport qui semble venir confirmer ce qu'on sait déjà; À savoir que :

• Les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1 °C (augmentation déjà atteinte) *'sont bien réelles, comme l'attestent l'augmentation des extrêmes météorologiques, l'élévation du niveau de la mer et la diminution de la banquise arctique'*;

• Toute augmentation supplémentaire de la température, aussi minime soit-elle, a son importance, d'autant plus qu'un réchauffement de 1,5 °C ou plus augmentera le risque associé à des changements

perennes ou irréversibles, tels que la disparition de certains écosystèmes», et ce, selon M. Hans-Otto Pörtner, coprésident du Groupe de travail II du GIEC qui tint d'ajouter que *'le fait de limiter le réchauffement planétaire donnerait la possibilité aux populations et aux écosystèmes de s'adapter et de rester en-dessous des seuils de risque pertinent'* face à des changements inévitables dus à l'inertie du système climatique qui continuera d'interagir malgré l'arrêt des émissions des gaz à effets de serre (NDLR).

Mission impossible

Par ailleurs, et selon un communiqué de presse du GIEC concernant ce rapport, la limitation du réchauffement planétaire à 1,5 °C nécessiterait des transitions «rapides et de grande envergure» dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'énergie, de l'industrie, du bâtiment, du transport et de l'urbanisme... Autant dire "Mission impossible" pour les pays les plus démunis qui auront à subir de plein fouet les impacts des changements climatiques.

Et le scepticisme de voir un Monde meilleur pour les générations à venir de se rétrécir comme une peau de chagrin quand on lit dans ce communiqué que *'les émissions mondiales nettes de dioxyde de carbone (CO2) d'origine anthropique devraient être réduites d'environ 45 % par rapport aux niveaux de 2010 d'ici à 2030, et il faudrait atteindre un «bilan nul» des émissions aux alentours de 2050, ce qui signifie que les émissions restantes devraient être compensées en éliminant du CO2 de l'atmosphère'*!

M. Jim Skea, coprésident du Groupe de travail III du GIEC croit peut-être nous rassurer en déclarant que *«Du point de vue des lois de la physique et de la chimie, la limitation du réchauffement planétaire à 1,5 °C est possible»*.

Bien-sur M. Skea ! Ce n'est pas la science qui est contre l'homme, mais c'est l'homme qui s'acharne contre lui-même ! Faut-il le rappeler à M. Trump qui s'est retiré de l'Accord de Paris et aux grands pollueurs qui détiennent les moyens de faire les réductions qui s'imposent? Mais qui détiennent aussi la force létale pour ne pas se laisser dicter leur conduite!

On exagère ? Qu'on attende la Conférence sur les changements climatiques qui se tiendra dans la ville polonaise de Katowice en décembre prochain et lors de laquelle les gouvernements feront le point sur l'Accord de Paris concernant les changements climatiques; Conférence pour laquelle ce nouveau rapport du GIEC va servir d'Élément scientifique clé.

Et en attendant un réchauffement autour des tables des négociations, chaque minute qui passe verrait 60 personnes se déplacer à cause du réchauffement climatique à travers le monde. D'autres sources parlent d'environ 140 millions de réfugiés climatiques d'ici 2050.

Les pays les plus nantis doivent agir !

Mais ironie du sort, le Québec connu jusqu'à présent pour ses énergies propres, semble maintenant aller de l'avant pour lutter davantage contre les conséquences des changements climatiques que contre leurs causes, et ce, en mettant de l'avant une politique de réduction de 20% de son immigration sous prétexte de bien intégrer les 80% restants... Une intégration qui ressemble davantage à une assimilation quand on voit l'intransigeance affichée par le nouveau parti au pouvoir (CAQ) à l'encontre des minorités religieuses qui devraient se départir de leurs signes religieux pour accéder à certains emplois d'autorité... Comme si c'est le Turban, la Kippa ou le Hijab qui prennent la décision et non le cerveau qui est en dessous !

© Une production

LES ÉDITIONS
MAGHREB CANADA

"D'un Continent à l'autre"

www.maroc-canada.ca

ou

www.maghreb-canada.ca

ISSN 1708-8674

Dépôt légal: 2550843

DIRECTEUR DE
PUBLICATION

Abderrahman EL FOULADI

contact@elfouladi.com

Tél: 514-576-9067

INFORMATION / PUBLICITÉ

Tél : 514-576-9067

info@maghreb-canada.ca

CHRONIQUEURS

Mustapha Bouhaddar, Écrivain
(France)

Ahmed Saber diplomate à la retraite
(Maroc)

Pr. Moha Ennaji
(Maroc)

Dr Mraizika Mohammed,
(France)

ÉDITORIALISTE

A. El Fouladi

IMPRESSION:

Hebdo Litho, Saint-Léonard
(Montréal)

Maghreb Canada Express est un mensuel gratuit publié au Canada depuis le 1^{er} juillet 2003. Il est le seul de sa catégorie à être distribué aussi bien à Montréal et ses environs que dans la ville de Sherbrooke (Estrie), depuis sa fondation en juillet 2003.



Maghreb Canada Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info



Légalisation du cannabis

Une substance ni banale, ni inoffensive

A la veille de la légalisation du cannabis par le gouvernement fédéral, le directeur national de santé publique, M. Horacio Arruda, rappelle que la consommation de cette substance n'est pas banale et qu'elle comporte des risques pour la santé et la sécurité.

Des mesures d'encadrement sont en

place dès le 17 octobre au Québec afin de protéger la population. Ces différentes mesures permettront, notamment, de limiter les risques liés à la consommation de cannabis, de lutter contre sa banalisation, particulièrement chez les adolescents et les jeunes adultes, et d'effectuer un contrôle efficace de la vente, de la promotion et de la pu-

blicité, de l'usage et de la possession du cannabis. Cet encadrement et les efforts investis pour intégrer les consommateurs au marché licite s'inscrivent dans le déploiement d'une approche efficace de réduction des méfaits.

Citation :

Selon M. Arruda, plus jeune on commence à consommer du cannabis, plus on augmente ses risques de subir des effets négatifs.

Il est important, ajoute-t-il, de connaître les conséquences, notamment sur la santé, que sa consommation peut entraîner.

Et M. Arruda de recommander de penser aux effets sur les capacités cognitives d'une personne, comme son jugement, son attention, sa mémoire. « Avant de consommer, insiste-t-il, il faut s'informer afin de prendre une décision éclairée. »

Faits saillants :

Rappelons que seule la Société québécoise du cannabis (SQDC) sera autorisée à vendre cette substance. Parmi les autres mesures d'encadrement du cannabis au Québec, mentionnons :

l'interdiction complète pour les mineurs de posséder du cannabis;

l'interdiction de possession dans certains lieux, notamment certains lieux accueillant majoritairement des mineurs;

l'interdiction de la culture de cannabis à des fins personnelles;

l'interdiction à toute personne de conduire après avoir consommé;

une limite à la quantité de cannabis séché qu'un adulte pourra posséder dans un lieu public.

Source : CNW Telbec..

Vol au dessus d'une Page Facebook

(Par A. El Fouladi)

Le pire crime contre l'Humanité, me dit-il, serait de tuer la Mort pour assurer à tout chacun l'immortalité.

Et il me demanda si je suis laïque! Bien-sûr que je le suis... comme tout le monde : Tendance "Like-moi" sur facebook. 😞

Faudrait accorder à la laïcité le statut de religion... Comme ça on peut la traîner dans la boue comme les autres; non ? 🤔

Maintenant que le pot est légal, allons-nous voir plus de touristes américains venir chez nous fumer le calumet de la paix ?

Ouverture des premières succursales de la Société québécoise du cannabis

La Société québécoise du cannabis (SQDC) avait annoncé le 16 octobre 2018 le déploiement de douze points de vente et d'un site web transactionnel dès l'entrée en vigueur de la loi fédérale (C-45) et conformément à l'encadrement provincial (loi 157) ce 17 octobre 2018. Ceci constitue la première étape du déploiement des succursales pour rendre disponible le cannabis à travers un réseau de vente sécuritaire dans une perspective d'intégrer les consommateurs du marché illicite et de protection de la santé publique. La vente en ligne dans www.SQDC.ca sera également fonctionnelle dès le 17 octobre afin de desservir l'ensemble du territoire québécois. Rappelons que l'ensemble des succursales de la SQDC ont pignon sur rue et sont localisées dans des zones facilement accessibles par la clientèle. Elles sont aussi obligatoirement éloignées d'un minimum de 250 mètres des écoles primaires et secondaires (150 mètres pour la Ville de Montréal).

La formation des conseillers

Afin de conseiller l'achat de cannabis de façon responsable et dans une perspective de protection de la santé, les conseillers de succursale de la SQDC ont reçu une solide formation avant leur entrée en fonction le 17 octobre. Élaborée conjointement par la SQDC

et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), cette formation a permis aux employés d'acquérir toutes les connaissances nécessaires pour bien saisir les lois et les règlements sur le cannabis ainsi que la mission de l'entreprise. Ainsi la SQDC peut compter sur des conseillers formés pour accompagner les clients de façon responsable. (...)

Les produits disponibles

Les produits sont offerts selon trois différentes espèces de cannabis : Indica, Sativa et Hybride et se déclinent en plusieurs variétés qui possèdent chacune des effets, des arômes et des taux de THC et CBD différents. Les produits sont disponibles sous forme de fleur séchée, cannabis moulu, préroulé, huile, atomiseur oral et pilule. Aucun produit comestible ne sera offert, tel que prescrit par la loi, tant provinciale que fédérale. Des icônes d'intensité, d'arômes et de type de produits sont facilement repérables en succursale ou en ligne et les conseillers sont formés pour guider les consommateurs pour faire des choix éclairés et responsables. Les prix des produits sont concurrentiels et reflètent la qualité des produits, leur traçabilité ainsi que l'accompagnement offerts aux clients. (...)

Source : Portail Québec.



Maroc Canada Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info

Sondage annuel de Question Retraite

2003-2018: le visage de la retraite évolue au Québec depuis 15 ans

Un important sondage dévoilé aujourd'hui par Question Retraite démontre que le visage de la retraite est en continuelle transformation au Québec, notamment en ce qui concerne l'âge de la retraite et la transition envisagée.

De moins en moins de retraités avant 65 ans

Entre autres constats, le sondage révèle que 43 % des Québécois de 25 à 64 ans non retraités estiment qu'il est fort probable qu'ils prendront leur retraite avant 65 ans. À titre comparatif, il y a 15 ans, en 2003, 62 % des répondants ont donné la même réponse. En 2018, 51 % des 25 à 64 ans pensent prendre leur retraite à 65 ans ou plus alors que cette proportion était de 30 % en 2003. À la même époque, 5 % des répondants disaient ne pas prévoir prendre de retraite, tandis que cette proportion est de seulement 1 % en 2018.

La retraite progressive, une option populaire

Une majorité des Québécois de 18 à 64 ans (60 %) envisagent de se retirer progressivement de leur emploi alors que seulement 20 % d'entre eux pensent se retirer définitivement du marché du travail.

Les raisons formulées pour considérer une retraite progressive sont : s'habituer lentement à l'idée de la retraite (36 %), avoir des revenus de travail plus longtemps/augmenter ses revenus à la retraite (14 %) et se permettre de demeurer en emploi le plus longtemps possible (13 %).

Autre fait intéressant, 36 % des jeunes retraités ont commencé à recevoir

un revenu de retraite à 60 ans alors que cette proportion était de 25 % en 2013 et de 22 % en 2003.

« Ces données révèlent une constante mutation dans la perception que les travailleurs ont de leur propre retraite : ils réalisent qu'ils devront travailler plus longtemps pour accumuler assez d'argent et de plus en plus, l'objectif de se retirer complètement avant 65 ans leur semble inatteignable. La retraite est dorénavant moins vue comme une fin en soi, mais plutôt comme un changement dans le rythme de travail », a déclaré la présidente de Question Retraite, madame Nathalie Bachand.

Absence d'objectif et de planification Le sondage nous apprend également que près des trois quarts (73 %) des Québécois de 18 à 64 ans n'ont pas d'objectif précis quant aux revenus qu'ils aimeraient avoir au moment où ils prendront leur retraite. D'ailleurs, 50 % de la population visée ne croit pas avoir préparé adéquatement l'aspect financier de sa retraite.

Curieusement, 73 % des répondants se disent très ou assez confiants quant à l'aspect financier de leur retraite.

« Que la retraite soit définitive ou progressive, il est toujours inquiétant de constater un manque de planification chez bon nombre de Québécois. S'ils ne posent pas dès maintenant les gestes essentiels, dont celui de se doter d'objectifs précis, plusieurs pourraient compromettre leur sécurité financière à la retraite. L'éducation étant à la base de tout, nous accentuerons nos efforts de sensibilisation quant à l'importance de l'épargne », d'ajouter madame Bachand.

Méthodologie du sondage

Le sondage, réalisé par SOM, a été effectué du 9 au 30 avril 2018 auprès de 1 604 répondants âgés de 18 à 64 ans, en provenance de toutes les régions du Québec. La marge d'erreur maximale pour l'ensemble des répondants est de 2,7 %.

À propos de Question Retraite Créé en 2003, Question Retraite est un organisme à but non lucratif re-

groupant près de 20 partenaires provenant des milieux gouvernemental, financier, patronal, associatif et de l'enseignement. Regroupement public-privé, Question Retraite a comme mission de sensibiliser les Québécois âgés de 18 à 45 ans à l'importance de planifier adéquatement leur retraite pour atteindre la sécurité financière.

Source : CNW Telbec.

ÉCOLE DE CONDUITE AMEL
Reconnue par la SAAQ
Instructeurs qualifiés et expérimentés
Cours jour, soir, fin de semaine.
Instruction en Français, Anglais ou Arabe

Deux succursales pour mieux vous servir!

6955, Bd Lacordère, suite 304
Saint-Léonard, (QC) H1T 2K5
Bus 32
Tél.: (514) 510-0880

3300, Bd Rosemont, suite 100
Montréal (QC) H1X 1K2
Bus : 67, 197 et 467
Tél.: (514) 729 6330

EXAMEN

Nous louons les Voitures (Automatiques / manuelles) pour l'examen



Première consultation téléphonique gratuite

Me Nawal Benrouayene
(Avocate-Lawyer)

Tél.: 450-396-4004 ou 514-699-1888
info@benrouayene-avocat.com
http://www.benrouayene-avocat.com

1384, boulevard Jean-Talon Est, #204, Montréal (Métro Fabre)
45 place Charles Lemoyne Bur. 104 Longueuil (Métro Longueuil)
383, Cartier Ouest, Laval H7N 2K5



Maghreb Canada Express est à la Recherche de Vendeurs et de Vendeuses de Publicité

Commission allant de 15% à 25%

Et vous toucherez la commission tant et aussi longtemps que votre client affiche sa Publicité au Journal !

Écrire à : contact@elfouladi.com

Économie

Recul de 9,3 % des exportations internationales de marchandises du Québec en juillet 2018

Les exportations internationales de marchandises du Québec, désaisonnalisées, en dollars constants, diminuent de 9,3 % en juillet 2018 par rapport au mois précédent (+ 12,0 % en juin 2018). C'est ce que révèle l'information diffusée aujourd'hui par l'Institut de la statistique du Québec sur le commerce international de marchandises.

Les principaux produits qui contribuent à cette baisse sont les avions (- 73,3 %) et les machines pour le commerce et les industries de services (- 47,2 %).

Par contre, les exportations québécoises de produits pharmaceutiques et médicaux (+ 81,4 %), de moteurs d'avions (+ 49,9 %) et d'autre matériel de transport (+ 354,8 %) connaissent les hausses les plus importantes en juillet.

Au cours des sept premiers mois de 2018, comparativement à la même période de l'année précédente, les exportations internationales de marchandises du Québec en dollars constants ont connu une progression de 3,0 %.

Diminution de 1,8 % des importations internationales de marchandises du Québec en juillet 2018

Les importations internationales de marchandises du Québec, désaisonnalisées, en dollars constants, fléchissent de 1,8 % en juillet 2018 par rapport au mois précédent (- 4,2 % en juin 2018).

Les principaux produits qui contribuent à cette baisse sont les ca-

mions légers, les fourgonnettes et les VUS (- 6,7 %), les turbines et les groupes générateurs de turbines (- 63,0 %) et les produits chimiques (- 47,4 %).

Toutefois, les importations québécoises d'essence à moteur (+ 25,5 %), de pétrole brut (+ 18,1 %) et de bauxite et d'oxyde d'aluminium (+ 30,4 %) augmentent en juillet.

Au cours des sept premiers mois de 2018, comparativement à la même période de l'année précédente, les importations internationales de marchandises du Québec en dollars constants ont connu une croissance de 7,1 %.

La situation au Canada

Selon les informations publiées par Statistique Canada le 5 septembre dernier, une baisse de 0,3 % des exportations canadiennes de marchandises, désaisonnalisées, en dollars constants, est observée en juillet 2018 par rapport au mois précédent (+1,2 % en juin 2018). Les importations canadiennes de marchandises, pour leur part, diminuent de 1,1 % en juillet (- 1,4 % en juin 2018).

Au cours des sept premiers mois de 2018, comparativement à la même période de l'année précédente, les exportations de marchandises du Canada ont connu une progression de 1,1 % et les importations canadiennes de marchandises ont augmenté de 5,8 %.

Source : CNW Telbec

Exportations et importations internationales de marchandises¹ (variation en pourcentage)

	2017		2018	
	Variation annuelle	Variation mensuelle		Variation cumulative ²
		Juin	Juillet	
Québec				
Exportations	2,2	12,0	- 9,3	3,0
Importations	3,7	- 4,2	- 1,8	7,1
Canada				
Exportations	1,6	1,2	- 0,3	1,1
Importations	5,0	- 1,4	- 1,1	5,8

1. En dollars constants, aux prix de 2007, désaisonnalisés.

2. Sept premiers mois de 2018 par rapport aux mêmes mois de 2017.

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada.

Info : 514-576 9067 contact@elfouladi.com

Abderrahman El Fouladi

De Boujniba à Montréal

Parcours du combattant d'un va-nu-pieds

Édition 2018, Revue et Corrigée

Boulangerie Nour

Pain - Pâtisserie - Viennoiserie

Sandwich - Gâteaux orientaux
Gâteaux pour toutes occasions

1610 Ave. Dollard Lasalle
Montréal, Qc

Tél.: 514-658-1675

Économie

PIB réel trimestriel du Québec : hausse de 0,6 % au deuxième trimestre de 2018

Au deuxième trimestre de 2018, le produit intérieur brut (PIB) réel du Québec, aux prix du marché, progresse de 0,6 % par rapport au trimestre précédent (+ 0,6 % au premier trimestre de 2018). C'est ce que nous apprend aujourd'hui la publication Comptes économiques du Québec, 2^e trimestre 2018 de l'Institut de la statistique du Québec.

Progression généralisée de la demande intérieure finale

La demande intérieure finale augmente de 0,7 % au deuxième trimestre de 2018 (+ 0,5 % au premier trimestre de 2018). Tant les dépenses de consommation finale des ménages (+ 0,4 %) que celles des administrations publiques (+ 0,7 %) évoluent positivement au deuxième trimestre, tout comme la formation brute de capital fixe (+ 1,6 %).

Le commerce extérieur contribue également à la croissance

Au deuxième trimestre de 2018, les exportations de biens et services (+ 4,3 %) croissent davantage que les importations (+ 3,3 %). Dans les deux cas, la hausse provient principalement du commerce international de biens.

Augmentation du PIB réel de 3,1 % par rapport au premier semestre de 2017

Par rapport au premier semestre de 2017, le PIB réel du Québec progresse de 3,1 %. Cette progression est principalement attribuable à la demande intérieure finale (+ 3,9 %). La croissance de la formation brute de capital fixe (+ 7,4 %) est robuste, particulièrement celle des entreprises (+ 8,2 %). Les dépenses de consommation finale des administrations publiques augmentent de 3,8 % pendant cette période, tandis que celles des ménages progressent de 2,7 %. Les échanges commerciaux augmentent en ce premier semestre de 2018, l'augmentation des importations (+ 3,9 %) surpassant celle des exportations

(+ 2,0 %).

PIB réel trimestriel du Canada : hausse de 0,7 % au deuxième trimestre de 2018

Selon les informations diffusées par Statistique Canada le 30 août dernier, le PIB réel du Canada, aux prix du marché, s'accroît de 0,7 % au deuxième trimestre de 2018 par rapport au trimestre précédent (+ 0,4 % au premier trimestre de 2018).

Le PIB réel mensuel du Québec augmente de 0,1 % en juin 2018

Le PIB réel aux prix de base du Québec croît de 0,1 % en juin 2018, après avoir connu une hausse de 0,5 % en mai. C'est ce que nous apprend la publication Produit intérieur brut par industrie au Québec, juin 2018 diffusée aujourd'hui par l'Institut de la statistique du Québec.

Diminution de la production de biens

En juin 2018, le niveau d'activité des industries productrices de biens

baisse de 0,3 %, après avoir connu une stabilité en mai. La diminution de l'activité dans les secteurs de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz (- 8,0 %), de la construction (- 1,6 %) et de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (- 2,6 %) excède largement les gains observés dans les services publics (+ 2,7 %) et la fabrication (+ 0,5 %).

En ce qui concerne les industries de la fabrication, la hausse en juin provient du gain de 3,1 % observé dans le secteur de la fabrication de biens non durables, qui couvre amplement la perte de 1,3 % enregistrée dans le secteur de la fabrication de biens durables.

Hausse de 0,3 % de la production de services

Les industries productrices de services connaissent une augmentation de leur niveau d'activité de 0,3 % en juin 2018, après avoir enregistré une augmentation de 0,7 % en mai. La croissance de la production de services en juin est essentiellement

attribuable aux gains enregistrés dans les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 1,2 %), les soins de santé et l'assistance sociale (+ 1,2 %) et les administrations publiques (+ 0,6 %).

Le PIB mensuel réel au Canada demeure inchangé en juin

Selon les informations publiées par Statistique Canada le 30 août dernier, le PIB réel canadien aux prix de base par industrie reste inchangé en juin, après avoir connu une hausse de 0,5 % en mai 2018.

L'Institut de la statistique du Québec produit, analyse et diffuse des informations statistiques officielles, objectives et de qualité sur différents aspects de la société québécoise. Il est le responsable de la réalisation de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. La pertinence de ses travaux en fait un allié stratégique pour les décideurs et tous ceux qui désirent en connaître davantage sur le Québec.

Source : CNW Telbec

Produit intérieur brut trimestriel et ses principales composantes¹ (variation en pourcentage)

	Québec			Canada		
	2018			2018		
	T1	T2	Cumul ²	T1	T2	Cumul ²
Produit intérieur brut réel aux prix du marché	0,6	0,6	3,1	0,4	0,7	2,1
Demande intérieure finale	0,5	0,7	3,9	0,4	0,5	3,0
Dépenses de consommation finale	0,4	0,5	3,0	0,4	0,6	2,5
Des ménages	0,3	0,4	2,7	0,3	0,6	2,4
Des administrations publiques	0,8	0,7	3,8	0,6	0,4	2,8
Formation brute de capital fixe	0,7	1,6	7,4	0,6	0,2	4,7
Des entreprises	0,7	1,7	8,2	0,6	0,4	4,6
Des administrations publiques	0,7	1,4	4,2	1,0	-0,5	5,5
Exportations de biens et services	-1,7	4,3	2,0	0,6	2,9	1,2
Importations de biens et services	-0,9	3,3	3,9	1,0	1,6	4,6

1. Les variations du produit intérieur brut réel aux prix du marché et de ses composantes sont calculées à partir des données désaisonnalisées, exprimées en dollars enchaînés selon l'indice en chaîne de Fisher (année de référence 2007).

2. Variation du premier semestre de 2018 par rapport au premier semestre de 2017.

Sources : Statistique Canada, Direction des comptes macroéconomiques et Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques

Publicité...




Donnez à votre enfant un avantage sur le plan scolaire et au-delà !

Kumon aide à accélérer l'apprentissage des enfants en mathématiques et en anglais, et ce, dans le cas des enfants d'à peine 3 ans jusqu'au secondaire.

Centre de maths et d'anglais Kumon d'Anjou
7275 rue Sherbrooke E, local 10 (Place Versailles)
514-709-8886 • anjouqc@ikumon.com

KUMON

Votre Publicité à Mini-prix

À partir de :

39 \$ (N & B)
et ...

49 \$ (Couleur)
Pour 1/8 de page

Pour plus d'infos:
Tél. : 514-576-9067
Courriel :
contact@elfouladi.com

(* Pages internes avec 12 parutions minimum)



CONSEILSTAXES

IMPÔTS, FISCALITÉ ET TAXES À LA CONSOMMATION

YOUSSEF EL ARIBI, M.FISC
MAITRE EN FISCALITÉ

E-MAIL : YOUSSEF.ELARIBI@CONSEILSTAXES.COM
LAVAL : 514 806 1641
SHERBROOKE : 819 674 1641
BUREAU : 400, BOUL. CURÉ-LABELLE, SUITE 204, LAVAL, QC, H7V 2S6

TAEKWONDO
La symbiose entre le corps et l'esprit




ÉCOLE DES CHAMPIONS OLYMPIQUES
www.ecotaekwondo.com

Inscriptions en cours

ADMINISTRATION CENTRALE
514 721 8173



Concept de Binhulamaaboderrahim@gmail.com

BESOIN D'UNE HYPOTHÈQUE ?
CONTACTEZ-NOUS

BADRE IZOUGGAGHEN
Courtier Immobilier Hypothécaire Agréé

Cell.: 514 991-7738
Courriel : badre@mtgcentr.com
514-990-0391
10345 Papineau suite 220,
Montréal, QC, H2B 2A3



Une Façon intelligente d'obtenir une hypothèque

 **VISION HYPOTHÈQUE**
Agence hypothécaire



“Un bras de fer entre un enfant et son destin”

Pour commander votre copie

EN LIGNE

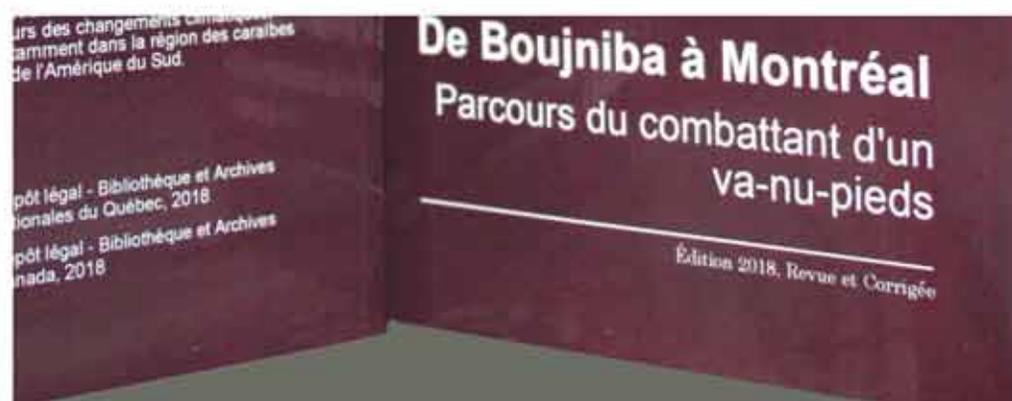
Chez Renaud-Bray,
www.renaud-bray.com
Référence : 13866183,
No de produit : 2618768
ISBN : 9782981331014

EN LIBRAIRIE

Librairie du Moyen-Orient
877, Décarie.
Ville St-Laurent
(Métro Côte-Vertu)

COPIE DÉDICACÉE

Envoyez votre paiement Interac ainsi que votre adresse à :
contact@elfouladi.com
Des frais de livraison pourraient s'appliquer (Tél.: +1-514-576-9067)





XVIIe Sommet de la Francophonie

L'économie au cœur de la première mission à l'étranger du premier ministre désigné du Québec



François Legault, premier ministre désigné du Québec

Le premier ministre désigné du Québec, François Legault, élu il y a une dizaine de jours, est très satisfait de sa participation au XVIIe Sommet de la Francophonie à Erevan.

En conférence de presse à la suite de la clôture des travaux, il a offert ses félicitations à Louise Mushikiwabo, nouvelle secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), et l'a assurée de l'entière collaboration du Québec dans la réalisation des missions de l'Organisation.

Le consensus autour de l'élection d'une Africaine à titre de secrétaire générale confirme le rôle de premier ordre du continent africain dans le développement économique de l'espace francophone. Avec comme principal objectif la volonté de diversifier les exportations québécoises, les rencontres tenues par le premier ministre désigné en marge du Sommet ont mené à des pistes d'action en vue d'un accroissement des échanges commerciaux entre le Québec et les pays francophones, notamment avec les pays africains.

Désireux d'en faire davantage pour le Québec dès le lendemain des élections, le premier ministre désigné a profité du Sommet pour tenir sa première rencontre officielle avec le premier ministre du Canada, Justin Trudeau. Au cœur de son intervention, il a soutenu la nécessité d'entreprendre les démarches pour une collaboration plus étroite sur les projets d'investissement d'entreprises au Québec.

Signe d'une forte relation entre le Québec et la France, le premier ministre désigné s'est aussi entretenu avec le président de la République française, Emmanuel Macron. Dans une volonté de renforcer davantage cette relation historique, M. Legault a exprimé au président français sa volonté de voir croître les échanges commerciaux entre la France et le Québec.

« Près de 10 jours après que les Québécoises et les Québécois ont choisi d'élire un nouveau gouvernement, je suis très fier d'avoir pu, en leur nom, amorcer des discussions économiques prometteuses avec de nombreux chefs d'État et de gouvernement » a-t-il tenu de déclarer en conférence de presse.

Et d'ajouter que « La politique internationale du Québec mettra plus que jamais l'accent sur l'économie et les échanges commerciaux. L'essor démographique et économique de l'espace francophone est une condition gagnante pour

faire de la Francophonie une force croissante dans le monde. »

Il est à souligner que pendant le Sommet d'Erevan, le premier ministre désigné a eu l'occasion d'effectuer les entretiens bilatéraux suivants (en ordre chronologique) :

- Avec le président de la République du Rwanda et président de l'Union africaine, Paul Kagamé;
- Avec le premier ministre du Canada, Justin Trudeau;
- Avec le président de la République du Sénégal, Macky Sall;
- Avec le ministre des Affaires étrangères et des Cultes d'Haïti, Bocchit Edmond;
- Avec le président de la Confédération suisse, Alain Berset;
- Avec le premier ministre de la République d'Arménie, Nikol Pachinian;
- Avec le président de la République française, Emmanuel Macron.

En parallèle des travaux du Sommet, M. Legault a également rencontré le vice-président de la République de la Côte d'Ivoire, Daniel Duncan Kablan.

Il a également profité de cette mission pour déposer une couronne de fleurs au mémorial Tsitsernakaberd, monument dédié aux victimes du génocide arménien.

Il aura également visité le lieu où a été planté un arbre offert par le gouvernement du Québec.

Il est à rappeler que le prochain Sommet de la Francophonie (qui va marquer le 50e anniversaire de la Francophonie institutionnelle) se tiendra en Tunisie, dans la Capitale Tunis, en 2020.

Source : CNW Telbec

Consulat Général du Royaume du Maroc Montréal

القنصلية العامة للمملكة المغربية
مونتريال

Communiqué

Le Consulat Général du Royaume du Maroc à Montréal, organise une **rencontre de communication le 20 octobre 2018, de 15H00 à 19H00**, au profit des nouveaux étudiants marocains, admis aux universités et écoles supérieures au Canada, au siège du Centre Culturel Marocain (Dar Al Maghrib), sis au 515, Viger est, Montréal, H2L 2p1 .

Cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre des Hautes Directives Royales, est en parfaite conformité avec la politique d'ouverture et de proximité adoptée par le Consulat Général de Montréal, au profit des marocains résidants au Canada.

Elle se veut une occasion de **rentrouaille** et un moment d'interaction et d'échanges entre les étudiants nouvellement arrivés au Canada et les différents participants à la rencontre. C'est également une opportunité au Consulat Général pour **s'enquérir des attentes, des préoccupations et des aspirations des nouveaux étudiants** et les informer sur les prestations consulaires fournies par le Consulat.

Cette activité culturelle sera ouverte au grand public, notamment aux anciens étudiants, professeurs et associations estudiantines marocaines ainsi qu'aux responsables des bureaux des étudiants étrangers dans diverses universités canadiennes.

2192, Boulevard René-Lévesque ouest, Montréal, Qc. H3H-1R6. Tél. : 514-288-8750
Fax : 514-288-4859, Site Internet : www.consulatdumaroc.ca , Courriel : info@consulatdumaroc.ca

Immigration

L'UE veut intensifier la coopération avec le Maroc pour juguler les flux migratoires sur la route de la Méditerranée occidentale

L'Union européenne (UE) est appelée à intensifier sa coopération avec le Maroc pour juguler les flux migratoires sur la route de la Méditerranée occidentale, a indiqué lundi la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini.

"Nous avons constaté cette année une hausse de 150% des flux migratoires sur la route de la Méditerranée occidentale. Nous avons décidé de renforcer notre action (pour stopper ces flux), en particulier avec le Maroc et la Mauritanie", a relevé Mme Mogherini lors d'un point de presse à l'issue du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE tenu à Luxembourg.

Dans ce sens, l'UE est en train de mettre en place de nouvelles mesures pour renforcer la coopération avec ces deux pays, a-t-elle précisé, citant notamment des fonds qui permettront de "gérer ensemble" les flux migratoires sur la route de la Méditerranée occidentale.

Mme Mogherini a, par ailleurs, mis en

avant la volonté de l'UE de renforcer la coopération dans le domaine migratoire avec les Nations unies, l'Union africaine et les pays d'origine des migrants et de transit, ainsi que d'accroître le budget alloué au Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique.

A travers le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, l'UE vise à répondre à l'instabilité et aux causes profondes de la migration irrégulière et des déplacements forcés, notamment dans les pays d'origine et de transit prioritaires, par la promotion de la résilience, de la sécurité et du développement économique.

Ce Fonds a essentiellement comme objectif d'assurer une protection et une assistance aux migrants, en favorisant la stabilité, l'emploi et la croissance en faveur des groupes les plus vulnérables, en particulier les jeunes.

MAP



Federica Mogherini. Photo : DR

Consulat Général du
Royaume du Maroc
Montréal



القنصلية العامة للمملكة المغربية
مونتريال

Annonce

Assistance juridique aux ressortissants marocains

Dans le cadre de l'amélioration de ses prestations consulaires, le Consulat Général du Royaume du Maroc à Montréal a le plaisir d'inviter la communauté marocaine établie au Canada à bénéficier du contrat de la consultation juridique, signé avec Maître Gabrielle Azran.

Les rencontres avec Me Gabrielle Azran permettront d'offrir les conseils et les orientations juridiques appropriés aux ressortissants marocains afin d'entreprendre, en cas de litige, les démarches qui s'imposent auprès des autorités compétentes au Canada. Les conseils juridiques concerneront les domaines du droit civil, du droit de la famille, du commerce et de l'immigration.

Toute personne intéressée par ce service, mis en place par le Consulat, est invitée à contacter Me Gabrielle directement au n° de téléphone 514 499 2010, poste 25 en vue de convenir d'un rendez-vous, afin de profiter d'une consultation juridique sans frais.

Les consultations auront lieu au siège du Consulat et sont programmées, au titre du deuxième semestre de l'année 2018, comme suit:

12-26 octobre
09 - 23 novembre
07 - 21 décembre.

2192, René Lévesque Ouest, Montréal, Qc. H3H 1R6. Tél. (514) 288-8750/288-6951
Fax : 288-4859. Site Web : www.consulatdumaroc.ca . e-mail : consumam@videotron.ca



Maroc Canada Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info

Les élections québécoises vues de France

Faut-il s'inquiéter de la montée du nationalisme au Québec ?



Par Mustapha
Bouhaddar

Les institutions qui avaient ringardisé l'extrême droite il y a une trentaine d'années ont été dissoutes par la montée fulgurante du capitalisme et de la mondialisation. Et

maintenant impuissants, on assiste à l'ascension de l'extrême droite dans plusieurs pays de l'Europe et du reste du monde

Certes, le Québec ne peut-être comparé, ni de prêt ni de loin, à ces pays en portant François Legault au pouvoir !. Mais celui-ci compte interdire le port de signes religieux ostentatoires chez les gens en « position d'autorité », quitte, avait-il déclaré, à recourir à la clause dérogatoire au besoin. Ce qui ne manque pas d'inquiéter la minorité musulmane du Québec qui ne voit en ces mesures que la partie visible de l'iceberg.

François Legault

Ancien président-directeur-général et co-fondateur d'Air Transat, François Legault s'est crié « *Aujourd'hui, on a marqué l'histoire* » après la nette victoire de la Coalition Avenir Québec (CAQ) aux élections législatives québécoises au début de ce mois d'octobre 2018.

Nationaliste modéré, l'ex-homme d'affaires remplace Philippe Couillard et devient le Premier ministre désigné de la province.

Travailleur infatigable, rassembleur, fidèle en amitié mais impitoyable en affaires, orgueilleux... Le portrait qu'en dressent ses collaborateurs est mitigé. Issu d'un milieu modeste, comptable de formation, François Legault a cofondé la compagnie aérienne Air Transat en 1986. Il en claqué la porte une dizaine d'années plus tard, revend ses parts et devient millionnaire à moins de 40 ans.

La CAQ

Comme on peut le lire sur le site « Le Soleil » (le 23 Août 2018), qui rapporte le témoignage de M. Gaudreault, c'est lui qui souligne : « On savait déjà que la CAQ était le parti d'un seul homme, de François Legault. Là, maintenant, elle fait la démonstration qu'elle est un parti de droite populiste : les caquistes sautent sur tout ce qui bouge. Ils font des sorties avec des solutions simplis-

tes. C'est du populisme. Il ne faut pas se gêner pour le dire. »

Sylvain Gaudreault fait référence à la sortie tout récemment de la caquiste Nathalie Roy, qui a déclaré qu'il faut bannir le port du burkini au Québec. Elle a reçu le soutien de son chef François Legault.

La CAQ est de droite parce qu'elle ne croit pas à l'État, rebondit Sylvain Gaudreault. « Ils ont ouvert la porte à la privatisation de la Société des alcools du Québec », s'indigne-t-il en fournissant « cet exemple parmi d'autres ».

Les élections au Québec vues de France

Comme on peut le lire dans le journal « Libération » du 2 octobre 2018, « Les Québécois ont porté pour la première fois au pouvoir le 1er octobre 2018 la Coalition Avenir Québec, un parti nationaliste non indépendantiste qui souhaite réduire la taille de l'État et l'immigration, tournant la page de près de 15 ans de gouvernement libéral quasi ininterrompu. »

Le Québec tourne la page libérale et élit un gouvernement nationaliste

T o u j o u r s d ' a p r è s « Libération » : « Aujourd'hui il y a beaucoup de Québécois qui ont mis de côté un débat qui nous a divisés pendant 50 ans ». Pour la première fois depuis des décennies, la question de l'indépendance du Québec ne constituait pas un enjeu des élections provinciales québécoises. Et le nouveau Premier ministre, François Legault, est un nationaliste qui a cessé d'être indépendantiste en cofondant le parti Coalition Avenir Québec (CAQ).

Cet homme d'affaires multimillionnaire a promis « un esprit de rassemblement, pour gouverner pour tous les Québécois », et a dit vouloir « travailler pour un Québec fort au sein du Canada ».

La CAQ disposera de la majorité absolue à l'Assemblée nationale québécoise, avec 74 députés sur 125. Tout un exploit quand on voit que dans le précédent Parlement, dissous fin août, elle ne comptait que 21 sièges.

Le Premier ministre sortant, le libéral Philippe Couillard, a rapidement concédé sa défaite et souhaité à Legault « tout le succès », depuis son fief électoral.

Il s'agit d'un nouveau coup dur pour les Libéraux, la famille politique du Pre-

mier ministre fédéral Justin Trudeau. En juin ils avaient perdu l'Ontario, province la plus riche et la plus peuplée, au profit d'une autre formation conservatrice.

Le Canada organise des élections législatives dans un an, et le scrutin s'annonce incertain pour Trudeau, dans un contexte de montée du nationalisme.

20% d'immigrés en moins

Entre prospérité économique et quasi-plein emploi, la campagne électorale n'a guère passionné les 8,4 millions d'habitants de la Belle Province. La participation a été d'environ 67%, contre 71% en 2014 et 74% en 2012.

Pour la première fois en plus de 30 ans, la question de l'indépendance du Québec ne constituait pas un enjeu. Les partis favorables au fédéralisme canadien ont totalisé plus de 63% des suffrages.

La CAQ, qu'il a cofondée, promettait aux Québécois le « changement », la fermeté sur l'immigration, dont il veut réduire les seuils pour mieux intégrer les nouveaux arrivants, et une meilleure gestion des finances publiques.

François Legault avait annoncé en campagne électorale vouloir, dès 2019, réduire de plus de 20% le nombre d'immigrants admis au Québec chaque année.

La Chambre de commerce de Montréal, la métropole du Québec qui concentre la moitié de la population et la majorité des immigrants, l'a exhorté dès l'annonce des résultats à « tenir compte de la nécessité d'élargir le bassin de main-d'œuvre qualifiée », alors que 100 000 emplois ne sont pas pourvus dans la province francophone, faute de candidats adéquats.

Marine Lepen rabrouée

Ce 1er octobre 2018, le CAQ, disposera de la majorité absolue à l'Assemblée nationale québécoise. La nouvelle a suscité quelques réactions de l'autre côté de l'Atlantique, à commencer par celle de Marine Le Pen, président du Rassemblement National (ex-FN).

« Contrairement à ce que serinaient les libéraux immigrationnistes béats, les Québécois ont voté pour moins d'immigration. La lucidité et la fermeté face au défi migratoire est le point commun des élections de quasiment tous les pays du monde confrontés à cet enjeu », a-t-elle déclaré sur son compte Twitter.

Comme l'a rapporté *Le Parisien*,

« François Legault avait annoncé en campagne électorale vouloir, dès 2019, réduire de plus de 20 % le nombre d'immigrants admis au Québec chaque année ». « Cet engagement a été maintenu par le chef caquiste, le 2 octobre, au cours d'un premier point de presse officiel en tant que premier ministre désigné », a affirmé TVA Nouvelles.

La CAQ a réagi aux commentaires de la chef du parti de l'extrême-droite française. « Le gouvernement élu de la CAQ rejette du revers de la main toute association avec Mme Le Pen, sa formation politique et sa vision de l'immigration », a indiqué un porte-parole de la CAQ. Rappelons qu'en 2016, Marine Le Pen avait déjà essayé de rencontrer François Legault pour « une rencontre informelle discrète ». L'équipe du Front national avait échangé des courriels avec la Coalition avenir Québec et obtenu un entretien au téléphone avec sa directrice générale, mais s'était finalement vu refuser une rencontre avec François Legault à cause d'un problème « d'agenda », selon des courriels obtenus par Radio-Canada.

Espérons que les Québécois s'apercevront dans les années à venir que les partis extrêmes qui bâtissent leurs fonds de commerce sur le dos de l'immigration, n'ont aucun programme sérieux politiquement et économiquement parlant. Marine Le Pen en final des élections présidentielles françaises, il y a un an, face à Emmanuel Macron en a fait une amère expérience. Pendant, le débat face à Macron, une grande partie de la France, s'est rendu compte qu'elle a voté au premier tour pour une candidate incompétente, qui ne connaît pas ses dossiers, et qui baffouille chaque fois qu'on lui pose une question.

Emmanuel Macron a été élu, et son parti a dynamité tous les autres partis existants, y compris la droite et la gauche. Et depuis, il y a de moins en moins de personnalité politique pour stigmatiser les immigrants.

Le langage politique est conçu pour que les mensonges paraissent vrais et les meurtres respectables, et pour donner à du vent l'apparence de la solidarité. Georges Orwell

Société

Le soufisme peut apporter des "réponses profondes" à certains maux de la société



Faouzi Skalli . Photo DR

Le soufisme peut apporter aujourd'hui des "réponses profondes et universelles" à certains maux de la société, a affirmé l'anthropologue Faouzi Skalli, président du Festival de Fès de la culture soufie.

"Le monde a aujourd'hui plus que jamais besoin d'esprit soufi, face à cette crise extrêmement profonde, dont il ne perçoit pas toujours la réalité et qui a des appellations multiples : crise économique, sociale, culturelle", a souligné M. Skalli dans un entretien à la MAP, quelques jours avant le coup d'envoi de la 11^{ème} édition du Festival de Fès de la culture soufie (20-27 octobre).

Il s'agit en réalité, selon lui, d'une "crise existentielle et spirituelle", car "l'homme ne peut pas vivre sans spiritualité, dans une vie dénuée de sens, simplement en subsistant matériellement".

"La question des finalités et du sens est indispensable pour pouvoir vivre une vie épanouie et aspirer à un plus grand accomplissement et à une plus grande satisfaction intérieure", a-t-il argué, estimant que l'un des chaînons manquants aujourd'hui est cette possibilité de pouvoir associer "le sensible et le spirituel, la raison et la foi".

A ses yeux, le soufisme a la capacité de pouvoir repenser le rôle de la relation sociale et culturelle, mais aussi de la place de chacun au sein de la société, mettant en avant la pertinence d'appréhender le Soufisme, qui est avant tout une voie spirituelle, dans sa dimension culturelle en tant que "patrimoine universel de l'humanité".

Il convient de prendre la culture du soufisme comme "lien transversal" entre différents acteurs et praticiens et tous ceux qui s'intéressent de manière ou d'une autre au soufisme, a considéré M. Skalli, soulignant la richesse du patrimoine soufi, quoiqu'il reste constitué de sortes d'"îlots épars" qui ont des siècles d'existence.

Ce patrimoine, à la fois poétique, littéraire et artistique, s'exprime dans des centaines de langues et a profondément marqué depuis des siècles différentes sociétés, leurs arts et modes de vie, a relevé l'anthropologue, notant que toute cette

diversité fait qu'il y a là une sorte de matrice culturelle qui permet à toutes les approches de pouvoir rentrer en résonance, dans une sorte de réseau culturel universel, de manière à rendre témoignage de ce que constitue cette spiritualité au cœur même de l'islam".

"Il faut que chacun joue son rôle, notamment les maîtres du soufisme, les artistes, les interprètes et toutes les personnes qui ont cette capacité de conjoindre en elles une créativité concrète et une inspiration spirituelle pour insuffler un renouveau de la pensée au cœur même de la civilisation islamique, que nous avons jusqu'au là abordé de manière strictement formelle", a-t-il poursuivi, faisant remarquer que "l'important est que cette civilisation ne soit jamais coupée d'une forme de pensée, de créativité de société et de manière à faire société avec les autres".

D'après lui, la prise de conscience de la réalité de cette matrice culturelle, du lien transversal qu'elle établit de fait entre plusieurs aspects, à travers le temps et l'espace, de ces enseignements, confréries et patrimoines du Soufisme, est "pour notre époque un enjeu essentiel".

Placée sous le thème "présence du soufisme", la 11^{ème} édition du festival de la culture soufie jettera la lumière sur la place de grands auteurs du Soufisme tels qu'Ibn Arabi, Rumi, Jami ou Al Jili dans le monde d'aujourd'hui, d'auteurs et penseurs contemporains -tel Mohammed Iqbal- imbibés de l'enseignement de ces grands maîtres et de leurs apports actuels, mais aussi sur la pré-

sence des femmes depuis Rabia jusqu'à nos jours au sein de cette culture de l'Islam.

Cette édition sera ouverte par une création artistique intitulée "Ode aux femmes mystiques". Elle réunira au somptueux site de Bab Al Makina les artistes Carole Latifa Ameer, Leili Anvar, Françoise Atlan, Bahaa Ronda, Driss Berrada et l'Ensemble Rhoum El Bakkali de la Hadra Chefchaounia.

Le public pourra aussi apprécier des concerts de l'ensemble Al Firdaus de Grenade, Ali Keeler et Marouane Hajji, ainsi que des prestations des Derviches et chants spirituels du Châm. De nombreuses soirées de Samaâ des Tariqas Boutchichiya, Sqalliya, Sharqawiya, Rissouniya et Wazzaniya sont, cette année, au menu.

Au volet débat, une panoplie de rencontres et de tables rondes sont programmées, notamment "le soufisme : un paradigme de civilisation", "le soufisme au féminin", "El Andalous : un creuset de rencontres mystiques, l'influence d'Ibn Abbad", "la Tijaniya et l'Islam africain", "les hauts lieux du soufisme", "soufisme et art contemporain", "les mausolées de Tamboutou" et "le Soufisme aujourd'hui : vers la création d'un patrimoine culturel vivant".

La 10^{ème} édition du Festival de Fès de la culture soufie a été initiée sous le thème "le Soufisme à la rencontre des sages du monde : la route du Soufisme du Maroc vers l'Inde".

MAP (16-10-2018)

Maghreb Canada Express est à la Recherche de Vendeurs et de Vendeuses de Publicité

Commission allant de 15% à 25%

Et vous toucherez la commission tant et aussi longtemps que votre client affiche sa Publicité au Journal ...

Écrire à : contact@elfouladi.com

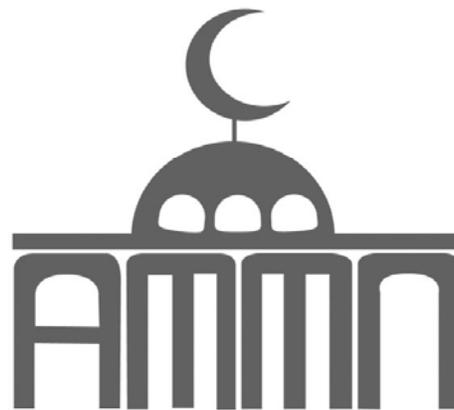


la collecte

ORGANISÉE PAR

L'Association musulmane de Montréal-Nord

الجمعية الإسلامية لشمال مونتريال



**Vendredi 11 novembre
13 h à 20 h**

*** STATIONNEMENT ***



CENTRE COMMUNAUTAIRE ANNOUR
10395, avenue Pelletier (coin Forest)
Montréal-Nord



Pour toute question concernant l'admissibilité
au don de sang (voyages, médicaments, etc.)
communiquez avec Héma-Québec au 1 800 343-7264



DONNEZ DU SANG. DONNEZ LA VIE.

HÉMA-QUÉBEC

Vivre-ensemble

Mais où va la laïcité au Québec ?



Par Nasser Bensefia

La laïcité signifie que dans la société nous sommes définis par notre citoyenneté, et en aucun cas par notre religion. On n'a pas besoin d'avoir la tête à Papineau pour constater et surtout observer que nous vivons actuellement une période de prémaccarthysme, basée sur un suivisme flagrant.

Le suivisme est l'attitude ou la tendance qui consiste à adopter de manière systématique les comportements, les mœurs, les idées du milieu ou du groupe auquel on appartient, sans faire appel à l'esprit critique, sans prendre d'initiatives et souvent sans comprendre le sujet et les enjeux. Il peut aussi s'employer à l'égard d'une autorité. Ce terme est le plus souvent employé avec une connotation négative pour souligner une docilité moutonnaire.

La dernière terminologie qui a fait son apparition dans les réseaux sociaux, les médias, les discussions pré et post-électorales et celles de dimanche, est "la laïcité", qui a donné l'élan à un mouvement de suivisme aveugle qui n'a rien à envier à celui reproché aux "suiveurs religieux".

Le mot "laïcité" est devenu le sujet d'actualité et l'ingrédient magique à mettre à toutes les sauces pour relever et sauver le goût de notre plat de résistance.

Comme je l'avais écrit, il y a 3 ans déjà; si la critique de la religion en général n'est en rien condamnable, viser systématiquement l'islam devient pour le moins troublant. Certes, cette démarche rhétorique et idéologique est censée frapper la religion en tant que telle, non les musulmans... Reste que derrière cette argutie for-

melle, ou fiction juridique, nul ne saurait ignorer la cible réelle de ce genre de postures.

La laïcité repose sur trois principes et valeurs : la liberté de conscience et celle de manifester ses convictions dans les limites du respect de l'ordre public, la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses, et l'égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions.

La laïcité garantit aux croyants et aux non-croyants le même droit à la liberté d'expression de leurs convictions. Elle assure aussi bien le droit d'avoir ou de ne pas avoir de religion, d'en changer ou de ne plus en avoir. Elle suppose la séparation de l'État et des organisations religieuses. L'ordre politique est fondé sur la seule souveraineté du peuple des citoyens, et l'État, qui ne reconnaît et ne salarie aucun culte, ne régit pas le fonctionnement interne des organisations religieuses.

On veut la circonscrire au port des signes religieux, on veut interdire à l'enseignante de porter un hidjab, alors qu'au Québec et au Canada, l'État continue d'accorder à toutes les religions les mêmes exemptions fiscales, de financer à même les fonds publics toutes les écoles privées confessionnelles et d'accorder aux religions le droit de remplir les registres civils de mariage. La laïcité pour sa part commande plutôt de n'accorder aucune faveur à aucune religion en les considérant sur le même pied que n'importe quel autre système idéologique.

"La laïcité est une valeur essentielle, avec ce souci de la liberté de conscience et de l'égalité de tous les hommes, qu'ils soient croyants, athées ou agnostiques. L'idéal laïc n'est pas un idéal négatif de ressentiment contre la religion. C'est le plus grand contresens que l'on puisse faire sur la laïcité que d'y voir une sorte d'hostilité de principe à la religion. Mais c'est un idéal positif d'affirmation de la liberté de conscience, de l'égalité des croyants et des athées et de l'idée que la loi républicaine doit viser le bien commun et non pas l'intérêt particulier. C'est ce qu'on appelle le principe de neutralité de la sphère publique." Écrivait le philosophe français Henri Pena-Ruiz, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

Catherine Kintzler, Professeur émérite de philosophie à l'université Char-

les de Gaulle Lille-III, écrit dans son livre "la laïcité en péril ?"; les modes d'organisation de la laïcité portent principalement sur, et s'apprécient par, la notion de liberté des cultes, de sorte que l'un et l'autre réalisent ou tendent à réaliser, chacun à sa manière, un système de trois propositions :

- Personne n'est tenu d'avoir une religion plutôt qu'une autre.
- Personne n'est tenu d'avoir une religion plutôt qu'aucune.
- Personne n'est tenu de n'avoir aucune religion.

Des questions persistent et restent sans réponses, quant à l'application réelle d'une vraie laïcité au Québec et au Canada, alors que :

- La reine Élisabeth II, est chef de l'État Canadien, donc du Québec, représentée par son gouverneur-général et son lieutenant, et aussi « défenseur de la foi » et chef de l'église anglicane.
- Le crucifix dans le salon bleu de l'assemblée nationale du Québec, un symbole religieux, installé par le premier ministre M. Maurice Duplessis en 1936 au-dessus du fauteuil de l'orateur de l'Assemblée législative et correspond au désir du gouvernement d'effectuer un virage dans les relations entre l'Église et l'État québécois.
- Au Québec et au Canada, l'État continue d'accorder à toutes les religions les mêmes exemptions fiscales, de financer à même les fonds publics toutes les écoles privées confessionnelles et d'accorder aux religions le droit de remplir les registres civils de mariage.
- Qu'advient-il des personnes en autorité qui portent des signes religieux dans les institutions de compétence fédérale : ex. un juge à la cour suprême qui porte une kippa ou une juge qui porte un hidjab ?, alors que la loi sur la laïcité aura une juridiction provinciale.

Ce sont quelques points qui constitueront certainement des contradictions et de la discordance avec l'esprit même de la laïcité.

La Révolution tranquille a transformé le Québec en terre de la laïcité. La province s'est "laïcisée" à une vitesse vertigineuse dans les années 60, la religion catholique a perdu son influence qui était jadis le maître à penser de la société québécoise, et ce,

avec la déconfessionnalisation des écoles. Si l'évocation de ce principe reste très puissante au plan idéologique, sa portée juridique est incertaine.

Il y a aussi la notion de la neutralité confessionnelle de l'État, qui se traduit par le traitement égal des différents cultes.

Neutralité et laïcité ne sont pas identiques et donnent lieu à des pratiques de gestion différentes du religieux de la part de l'État. La neutralité est donc l'une des composantes de la laïcité. En dehors du champ de la laïcité, la neutralité religieuse est orpheline et sans grande portée. L'État québécois a choisi la voie de la neutralité religieuse et a mis la laïcité sur le banc des remplaçants.

La seule neutralité religieuse, en dehors de la laïcité, est faible et inutile, car il manque 3 ingrédients essentiels à la recette, et qui feront la force d'un état laïc, à savoir :

- Égalité des personnes (ex: le principe de l'égalité homme/femme)
- Liberté de conscience;
- Séparation des religions et de l'État.

Donc le débat continue, en attendant la fin de la période de gestation et l'accouchement par les politiciens et les législateurs, certainement par césarienne et sans péridurale, d'un petit bébé "laïc" qui fera le bonheur de toute la famille.

On est laïc ou on l'est pas, on ne veut pas d'un État laïc à 25% ou à temps partiel. La laïcité est comme la grossesse, ou on est enceinte ou on l'est pas !.

Mais je vous parie que le sujet, sera mis en hibernation planifiée par les stratèges, dans le grand-nord, avec les quelques ours polaires qui ont survécu au réchauffement de la planète, et sera extrait de son état d'hypothermie régulée lors des prochaines élections fédérales ou provinciales.

Votre annonce dans ce format optimisé (1,7 x 2,4 pouces) pour seulement :

- 12,99 \$ + Tx (N & B)
- 17,99 \$ + Tx (Couleur)

PRATIQUEZ LE SPORT DU TIR À LA CIBLE

Cours canadien de sécurité dans
le maniement des armes à feu à
autorisation restreinte - **CCSMAFAR**

Pour le tir récréatif ou pour les
emplois qui exigent le port d'arme

Coût : 85 \$
matériel inclus

Tél. : 514 252-3056
Sans frais : 1 888 514-7847

www.fqtir.qc.ca

Fédération ●●●
Québécoise de Tir